

subsidés que la circulaire de Nicolas Hulot menaçait d'atomiser. Encore une gaffe ou deux de ce genre, et c'est le ministre d'Etat qui va y passer...

Hervé Liffran

on pétard les élus locaux as bords, déjà remontés l'austérité financière ée par Macron et son nement. Et Ségolène n'a pu s'empêcher de e de l'huile sur le feu. un courrier adressé octobre à Nicolas Hulot, ministre lui a gentiment té qu'il avait lui-même efficacité de ce dispo- Au point d'intervenir nnellement pour que sa me de résidence, Saint-re (Ile-et-Vilaine), en ficie, à hauteur de 30 euros. « Soit l'une des importantes subventions bitant », écrit-elle. tout, Hulot avait oublié es collègues du gouver- et avaient, naguère, bien

Le CIO fait main basse sur Paris

moins qu'une partie du droit français.

Premier oukase, l'article 2 de la loi vise à « étendre le champ des éléments relevant de la propriété olympique », et, parmi eux, les « termes "olympique", "olympien" et "olympienne" ». Ces adjectifs, qui figurent pourtant dans le dictionnaire, seront à l'usage de l'Etat à fait la moue, mais le gouvernement a passé outre. On ne badine pas avec l'exploitation des produits dérivés.

Deuxième oukase : selon les articles 3 et 4 de la loi, le CIO pourra s'affranchir du Code de l'environnement. En affichage, par exemple, ses slogans sur les immeubles classés ou les monuments historiques comme la tour Eiffel ou le Grand Palais. La dérogation est consentie pour sept ans - le temps, pour le CIO, de se faire un peu d'argent.

Troisième oukase : le Code de l'urbanisme pour les constructions temporaires de Paris 2024. Celles qui resteront, tels le village ou la piscine olympiques, verront, pour leur part, les procédures de consultation publique et d'expropriation facilitées.

Seule concession au droit français, les dirigeants du Comité d'organisation des Jeux olympiques (Cojo) devront adresser des déclarations de patrimoine à la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique. Et la Cour des comptes contrôlera leur gestion. Tony Estanguet, futur président du Cojo, ainsi que son directeur général, à qui une note du budget promettait des salaires de 450 000 euros annuels (« Le Canard », 11/10), devront donc rendre des comptes. C'est très sport !

J.-M. Th.

Antiterrorisme : quand Macron entend des voix...

concocter des plans d'action ad... lence. Un vieux truc. h

Des coups de feu laissent l'Intérieur désarmé

van (le « JDD », 19/11) : « Il faut que l'on soit encore plus attentifs. » C'est risqué...

En janvier 2015, Bernard Cazeneuve convoquait lui aussi une grand-messe après un pic de suicides (55 chez les policiers, 30 chez les gendarmes). Au programme : des recrutements de psychologues ou la « refonte des cycles de travail ». Le dispositif devait « faire l'objet d'une évaluation tous les quatre mois ». Peronne n'en a vu la couleur.

Une centaine de psychol-

Préfère au Fro

MARINE LE PEN pas mis longtemps à placer Florian Philippot au poste de « conseiller auprès la présidente du Front national a nommé... son beau Philippe Olivier. Celui son mot à dire sur la du parti, l'organisation minations, les slogans aussi la préparation de vention médiatique présidente.

En réalité, l'époux de Caroline Le Pen effectu depuis quelques semaines partie de ces tâches. On sent, il reçoit même ca permanents à Nantes voquant l'agacement d qui, jusque-là, entour présidente, tel Jean-Li pelle, secrétaire géne joint, dépossédé de ses gatives.

